

COMPTE RENDU DU CTL DU 16 OCTOBRE 2014

Ordre du jour

- Fermeture de la Trésorerie de Catus

Le Comité Technique Local était initialement convoqué pour le 14 octobre, mais les 3 syndicats représentatifs avaient décidé de boycotter cette réunion afin de marquer fermement leur opposition au projet de suppression de la trésorerie de Catus.

Ce jour là, la CGT estimait que sa place était au côté des agents et des usagers de Catus, les premières victimes de cette décision. Nous avons donc diffusé devant la trésorerie et sur le marché le tract ci-dessous :



Demain c'est à Cahors!

La fermeture de la Trésorerie de Catus est « actée »... c'est ainsi que par voie de presse, les habitants du canton et les agents des Finances Publiques ont appris la disparition d'un service public de plus.

La Trésorerie est, elle aussi, victime de la politique d'austérité du gouvernement. Derrière les discours sur la « réduction de la dépense publique », il y a, on le voit aussi à Catus, une politique dont le résultat est de compliquer un peu plus la vie des habitants du canton...

Les usagers devront donc aller à Cahors pour avoir accès au service.

Et la maison des services publics?

Belle réponse en effet, le maire de Catus rêve d'une solution qui n'a fonctionné nulle part.

Partout où des perceptions ont fermé, le recul a été vendu en vantant l'installation des « permanences », c'est à dire qu'au lieu d'un service ouvert normalement, un agent viendrait une demi journée par semaine dans un bâtiment où il n'aura pas les moyens de travailler.

Partout où des perceptions ont fermé, les « permanences » n'ont pas été maintenues bien longtemps. Que personne ne s'y trompe: quand une perception ferme... rien ne la remplace... les usagers doivent seulement aller plus loin.

***Quoiqu'on vous vende,
comprenez bien que les efforts de la
Direction des Finances Publiques du Lot et
la satisfaction affichée du maire de Catus
font que demain pour vous, les Finances
Publiques seront à Cahors!***

Ce tract a également été remis au Maire de Catus, à qui nous avons exposé nos regrets de ne pas être soutenu dans cette lutte par les élus, et nos craintes quant à l'avenir même de la permanence mise en place.

Le Comité Technique Local étant reconvoqué le 16 octobre, seuls les 3 secrétaires départementaux ont siégé en lieu et place de l'ensemble des représentants du personnel, afin de dénoncer une fois de plus le manque de concertation et de transparence dont la direction a fait preuve dans la gestion de ce dossier.

Nous avons lu la déclaration liminaire suivante:

Madame la Présidente,

Vous avez en face de vous les secrétaires des 3 organisations syndicales représentatives du département, mandatés par leurs adhérents, et plus largement par l'ensemble des agents qu'ils représentent pour vous signifier leur refus de voir la trésorerie de Catus fermer ses portes.

Unaniment, nous dénonçons ce nouveau recul du service public. D'un trait de plume tiré du haut de votre confortable bureau, vous allez compliquer la vie de centaines d'habitants d'un

Section du Lot du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/46/>

Courrier électronique: cgt.ddfip46@dgfip.finances.gouv.fr

canton rural déjà fragilisé par la crise économique. Les usagers “ particuliers ” devront faire de nombreux kilomètres pour trouver un point de contact physique de la DGFIP en se rendant à Cahors. Bien sûr, “ qui se rend à sa trésorerie ? ” direz-vous. 2,5 pers /jour en moyenne d'après vos comptages. C'est sans compter les dizaines de personnes passées ce mardi même. Il s'agit entre autres des personnes les plus en difficultés, les plus fragiles. Vous allez également compliquer la vie d'agents des finances méritants qui n'en demandaient pas tant. Vous allez aussi compliquer la vie des élus, des régisseurs. Pour quel bénéfice ? Le nombre de titres et de mandats, et le temps qu'il faut pour les viser ne diminuera pas au prétexte qu'ils seront traités à Cahors plutôt qu'à Catus. Vous ne ferez donc que déplacer le problème du sous effectif. L'informatique et le téléphone ne font pas tout et quand il est question d'argent, surtout en cas de difficultés, les contribuables ont besoin d'un interlocuteur physique face à eux. A quoi sert à la Direction Générale de proclamer que l'accueil est un vrai métier si pour trouver un interlocuteur identifié il faut faire des dizaines de kilomètres ?

Unaniment nous dénonçons le manque de concertation et la manière dont vous avez géré ce dossier depuis le début, sans aucune transparence, notamment envers les agents de Catus qui ne connaissent toujours pas leur affectation au 1er janvier, et qui en apprennent plus par la presse que de votre propre bouche, mais aussi envers les agents de Cahors qui ne savent toujours pas comment sera compensé la surcharge de travail. Qui devra prendre en charge les milliers d'opérations actuellement gérées par la Trésorerie de Catus ? Qui assurera la permanence ? Comment le comptable actuel pourra conseiller et assister dans de bonnes conditions 35 ordonnateurs supplémentaires ?

Unaniment nous dénonçons votre décision, car contrairement aux suppressions d'emplois, qui vous sont imposées, il s'agit bien là de votre décision. Tout comme ce sont vos décisions depuis des années de désertifier les services, notre cœur de métier, pour renforcer la direction.

Votre logiciel est dépassé, le modèle de la concentration inventé par Ford au début du siècle dernier ne marche pas. Il y a 40 ans déjà, un célèbre économiste constatait que le « small is beautiful ». Il en va de même pour les services publics.

Nous affirmons que les services publics ne doivent pas être soumis aux logiques de rentabilité. ***Nous revendiquons*** des moyens pour l'exercice des missions que le citoyen est en droit d'attendre de son administration. ***Nous exigeons*** l'arrêt des suppressions d'emplois. ***Nous refusons*** la fermeture de la trésorerie de Catus.

Nous rendrons compte des informations que vous nous donnez, mais ne comptez pas sur nous pour accompagner la destruction du service public républicain.

Commentaires de la CGT :

Pour la énième fois, la Directrice a versé des larmes de crocodile sur la situation des effectifs dans le département, mais sans jamais vouloir s'engager sur un geste de refus des futures suppressions d'emploi lors de ses prochaines rencontres à Bercy.

Elle a indiqué que les vœux des 3 agents de Catus seraient respectés, dans la mesure du possible (ben tiens, leur choix numéro 1, c'est de rester à Catus !).

Elle a confirmé que la charge de travail serait transférée à la TP de Cahors (et à la trésorerie de St Géry) pour la partie CEPL, et au SIP de Cahors (pour la partie recouvrement) sans transfert de personnel...

Section du Lot du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/46/>

Courrier électronique: cgt.ddfip46@dgfip.finances.gouv.fr